

Conseil d'Administration de Terre et Cité – 15 décembre 2025 - Igny

Compte Rendu

PRÉSENCES :

Collège, Qualité	Nom	Prénom	Position
Elus, Présidente	DOUCERAIN	Caroline	Commune des Loges-en-Josas
Elus	BALTHAZARD	Françoise	Commune de Saint-Aubin
Elus	DUPONT	Etienne	Commune de Châteaufort
Elus	ESCANDE	Philippe	Commune d'Orsay
Agriculteurs, Vice-Présidente	MODICA	Cristiana	Agricultrice
Agriculteurs, Vice-Président	LAUREAU	Emmanuel	Agriculteur
Associations, Vice-Président	GIRARDIN	Cyril	Amap Jardin de Cérès
Associations	HOCQUARD	Hervé	AVB
Associations	PARISOT	Jean-Pierre	ADER
Société Civile, Vice-Présidente	DEBIESSE	Martine	Particulier
Société Civile, Vice-Présidente	DIGARD	Marie-Pierre	Particulier
Société Civile	RIMBERT	Jean-Francis	Particulier
Société Civile	LEADLEY	Paul	Particulier
Société Civile	RIFFAULT	Sabine	INRAE

OBSERVATEURS EXTÉRIEURS : Dorian Spaak, Laëtitia Rondinet, Sophie Pradié, Laura Marguerie, Clémence Morisseau

SOMMAIRE :

1. Point équipe et financier.....	2
2. Terres protégées du Plateau de Saclay (ZPNAF).....	2
a. Retour sur l'événement ZPNAF.....	2
b. Limites foncières de la ZPNAF	4
3. Avancement projet urino-fertilisant de Corbeville.....	5
4. Avancement filière pain	7
5. Avancement projets haies et eau.....	7
6. Journée VivAgriLab	8
7. Animation LEADER et projet pédagogique	9
8. Echangeur de Corbeville	10

9. point d'information diagnostic.....	10
10. Dates à venir.....	12

1. Point équipe et financier

Laëtitia Rondinet présente l'évolution de l'équipe et les éléments relatifs à l'organisation des ressources humaines.

Sophie Pradié présente ensuite l'aspect financier.

Hervé Hocquard interroge la nature du contrat d'apport sans droit de reprise de la Fondation de France, en demandant si cela fonctionne comme une subvention, s'il ouvre un droit de retour ou s'il s'agit d'un don.

Sophie Pradié précise qu'il n'y a pas de droit de retour, que le contrat d'apport est assimilable à un don en ce sens, mais comptablement s'inscrit au bilan en *casi fond propre*. Nos conseils, expert comptable et commissaire aux comptes, ont analysé la convention et acté cette allocation.

Jean-François Rimbart demande ce qu'il advient des fonds en cas de dissolution de l'association, et si la Fondation de France en reprendrait la gestion.

Dorian Spaak indique que ce n'est pas le cas.

2. Terres protégées du Plateau de Saclay (ZPNAF)

a. Retour sur l'événement ZPNAF

Caroline Doucerain fait un retour sur l'évènement des 15 ans de la ZPNAF du 23 septembre 2025 à la ferme de Saint-Aubin. A cette occasion, la ZPNAF a été renommée "Terres Protégées du Plateau de Saclay". Elle démontre une belle mobilisation des acteurs de tous types et des retours très positifs. Plusieurs outils ont fait leur marque depuis : 1 livre de Martine Debiesse très riche, un film qu'elle a réalisé avec Claire Leluc-Derouin, et une nouvelle carte grand public. Depuis quelques mois, de nombreuses distributions et ventes ont eu lieu, et il s'agit maintenant de trouver des moyens de diffusion sur le long terme qui toucheront un nouveau public.

Synthèse :

1000 cartes vendues

250 cartes données

6 projections du film "Terres fermes"

350 livres vendus

Lors du collège élus de la semaine dernière, il a été validé l'idée d'un questionnaire à mettre en place en amont des municipales et à diffuser à tous les candidats. L'objectif est de leur faire connaître les enjeux agricoles et écologiques du territoire et de les inciter à se positionner sur

les différents sujets. Les résultats ne seront pas publiés, c'est davantage un outil de sensibilisation.

Jean-Francis Rimbart indique que les AVB faisaient ce type de travail par questionnaire, avec publication des résultats commentés.

Caroline Doucerain soutient que beaucoup d'associations le font mais que Terre et Cité n'a pas la même vocation.

Dorian Spaak demande quels sont les différents candidats des communes afin de pouvoir adresser les questionnaires rapidement.

Caroline Doucerain indique qu'il n'y a pour l'instant plusieurs liste dans les communes d'Orsay, Gif, Villiers, Palaiseau, Saclay.

Cristiana Modica-Vandame demande quelle est la finalité du questionnaire.

Caroline Doucerain indique que l'objectif est de sensibiliser les candidats et de les questionner sur la place que prennent les sujets et enjeux agricoles dans leurs campagnes municipales. Le questionnaire aurait pour vocation d'interpeller et d'inciter à intégrer les enjeux soulevés par Terre et Cité dans leur réflexion. Caroline pense que l'outil peut être efficace car elle en a vécu l'expérience à son arrivée aux Loges. Une pétition sur la fermeture de l'aérodrome de Toussus-le-Noble lui était parvenue et l'avait obligée à s'y intéresser et à se positionner.

Jean-Francis Rimbart soulève l'idée qu'il faut parler d'alimentation plutôt que de foncier afin de toucher un plus large public.

Dorian Spaak indique que d'autres pistes ont été proposées aux collègues concernant la communication des Terres Protégées. Il a été discuté qu'un groupe de travail puisse être monté sur le sujet afin de faire naître des stratégies de communication autour des documents déjà existants (livre, film, carte, livret manger local...). Dorian indique qu'il propose de reprendre le groupe d'adhérents qui avait participé à la carte avec Clémentine, et d'y ajouter les administrateurs et administratrices qui le souhaitent ainsi que les nouveaux adhérents des 2 dernières années. Il y a besoin d'un regard neuf. Dorian indique qu'une première action a été faite par la ferme de Viltain avec un calendrier sur le thème des Terres Protégées avec des citations recueillies par Martine Debiesse.

Cristiana Modica-Vandame indique qu'il serait important de toucher les écoles et établissements supérieurs du Plateau, aux étudiants et enseignants.

Dorian Spaak précise que le livre de Martine a été présenté par mail à plus d'une centaine de chercheurs et enseignants qui travaillent sur le sujet en France. En parallèle, Martine et Claire travaillent à organiser des projections dans certaines écoles (ENS, HEC...). C'est un premier travail mais en effet il reste beaucoup à faire. Dorian indique souhaiter mettre la priorité sur les communes et les fermes, puis ensuite sur les étudiants.

Jean-Francis Rimbert annonce que selon lui les écoles à privilégier seraient celles du secondaire. Cela permettrait d'avoir des interactions avec les parents contrairement aux étudiants qui ne passent que quelques années sur le Plateau.

Dorian Spaak indique l'équipe de Terre et Cité est disponible pour discuter de ces sujets avec des mairies notamment. Il précise qu'une promotion de l'Ecole Urbaine de Sciences Po Paris (master gouvernance territoriale et développement urbain) travaillera sur le sujet au printemps 2026 afin de faire des propositions en matière de diffusion des Terres Protégées et de lien aux habitants. Ils travailleront sur un kit de communication avec photos, interview d'élus et autres acteurs, dossier thématique pour les journaux, ...

Les élus ont également validé la mise en œuvre d'une publication trimestrielle sur les Terres Protégées dans les bulletins municipaux.

b. Limites foncières de la ZPNAF

Dorian Spaak explique le travail de synthèse du sujet réalisé par Clémentine Marty. Quatre points sont à aborder les enjeux de respect des limites de la ZPNAF.

Premièrement, la DDT 91 a intégré la ZPNAF dans le géoportail de l'urbanisme (onglet "servitude d'utilité publique").

Deuxièmement, un tableur Excel a été réalisé par la DDT91 pour faire état des correspondances entre les parcelles actuelles et les parcelles telles que numérotées dans le décret interministériel de 2013. Le tableau aurait besoin d'être plus complet et synthétique mais il s'agit d'un premier travail intéressant. Il faudrait regrouper tout l'historique des parcelles "mères" et "filles" depuis 2013, et indiquer pour chacune d'entre elles si elles sont "pour partie" en ZPNAF ou "totalement" en ZPNAF selon les années et les redécoupages cadastraux. Ce travail de clarification n'est pas à l'ordre du jour.

Troisièmement, Terre et Cité a demandé aux communes et aux 3 agglomérations de comparer la carte de la ZPNAF du Géoportail de l'urbanisme avec la ZPNAF telle que dessinée dans les PLU des communes. Plusieurs décalages ont été relevés et ont fait l'objet de notifications dans le cadre d'enquêtes publiques ou consultation (communes de Buc, Jouy-en-Josas, Villiers-le-Bâcle...). Par ailleurs, un décalage est observé entre Guyancourt et Versailles mais celui-ci n'a pas été réglé pour le moment.

Enfin, Clémentine a intégré la ZPNAF sur Google Earth afin de pouvoir s'y géolocaliser. Cela a été utile lorsqu'une entreprise de la SGP était intervenue en ZPNAF sur un champ de la ferme du Trou Salé. La démarche à suivre pour utiliser l'outil a été envoyée aux agriculteurs et agricultrices, mais nous pouvons la faire suivre à qui le souhaite.

Cyril Girardin indique que ces éléments répondent en grande partie à sa question posée initialement. Il demande si la limite de la ZPNAF est bien positionnée, notamment pour les parcelles "pour partie en ZPNAF" ?

Dorian Spaak indique ne pas savoir lui répondre. Les parcelles "pour partie" en ZPNAF ne sont pas bornées et donc nous ne savons pas précisément où s'arrête la ZPNAF.

Jean-Francis Rimbert demande pourquoi il n'y a pas eu de projets de bornage.

Dorian Spaak indique que la demande a été refusée par l'EPA car le coût de cette opération est trop élevé. *[note supplémentaire : et qu'un bornage figerait un découpage qui n'est pas forcément celui du décret étant donné que la carte officielle est peu lisible]*

Cyril Girardin relève l'intérêt du travail mené via Google Earth. Il soutient que l'outil permettra d'éviter les débordements de chantier. Il demande s'il y a toujours besoin de géomètre pour faire valoir les limites.

Dorian Spaak répond que oui, il y a besoin d'un huissier.

Cyril Girardin demande si ces remarques peuvent être diffusées, notamment aux collègues. Il demande si un calcul arithmétique est disponible et si la surface agricole initiale a été érodée ces dernières années.

Dorian Spaak répond que non, la surface de la ZPNAF n'a pas changé.

3. Avancement projet urino-fertilisant de Corbeville

Sophie Pradié présente le projet de valorisation agricole des urines humaines, ainsi que les essais menés sur le terrain. Les tests ont lieu chez Emmanuel Laureau, avec un suivi scientifique assuré par l'INRAE et le LEESU et un protocole assuré par la Chambre d'agriculture Ile-de-France.

Emmanuel Laureau présente le dispositif expérimental sur CIPAN à la ferme de la Martinière. Une zone est semée avec différentes espèces. Des prélèvements sont réalisés sur des surfaces d'1 m² afin de peser la biomasse produite, ainsi que des prélèvements de sol. Le niveau d'azote est analysé. La parcelle est ensuite broyée et labourée. Au printemps, de nouveaux prélèvements seront effectués afin d'observer l'évolution du sol et d'évaluer les apports pour les cultures suivantes.

Sophie Pradié rappelle que ces essais sur CIPAN ont pour objectif d'analyser les possibilités d'apport d'urino-fertilisant à l'automne, en complément d'apports au printemps, de manière à limiter le volume d'urine stockée par an.

Un second projet porte sur la question des micropolluants et de leur potentielle accumulation dans les sols, dans le cadre de MedUrinAgri puis PLUVALUH. Les résultats de MedUrinAgri seront présentés lors de la journée du VAL.

Au delà des essais au champ, le projet vise à étudier les possibilités de passage de à l'échelle de cette expérimentation sur la ZAC de Corbeville/Moulon, 20000 usagers à horizon 2035.

En début d'année, le constat était que l'EPA travaillait de manière assez isolée, sans que les autres acteurs soient informés de ce qui s'y préparait. En 2025, Terre et Cité a travaillé à mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par ce projet, de façon à ce que chaque structure puisse s'impliquer, dans le respect de ses compétences, aux côtés de l'EPAPS sur les études d'approfondissement: CPS, SIAVB, SIAVHY, Ocap, chambre d'agriculture IDF, région IDF et ceux, dans l'objectif d'aboutir à une solution éclairée d'ici deux ans.

Une première réunion multi-acteurs, pilotée par Terre et Cité, s'est tenue en octobre, réunissant l'agglomération, le programme OCAP, les syndicats et d'autres partenaires.

Philippe Escande indique que l'agglomération pourrait être inquiète sur les avancées du projet, et ses aspects économiques.

Sophie Pradié précise que ces inquiétudes ont été clairement portées par les services techniques de l'agglomération, notamment sur les aspects, visa des réseaux, impacts économiques et de maîtrise d'usage à terme. Un cahier des charges est en cours de finalisation par l'EPAPS, incluant les questionnements des partenaires territoriaux, afin de lancer une Assistance à Maîtrise d'ouvrage qui approfondira ces aspects.

Cyril Girardin s'interroge sur l'avancement du dispositif pilote du bâtiment C15B sur la ZAC de Polytechnique.

Sophie Pradié indique que le bâtiment C15B est mise en oeuvre, il accueille aujourd'hui les bureaux de l'EPAPS. Le bâtiment est équipé d'un réseau séparatif ainsi qu'un système de filtration charbon et pitribon et une cuve de stockage en pied d'immeuble. Le dispositif n'est pas encore totalement opérationnel pour des raisons de niveau de pentes, ce qui devrait être rétabli courant du 1er trimestre.

Ce dispositif sera associé à une cuve souple chez Emmanuel Laureau, permettant de recueillir les urines filtrées lorsque la cuve côté EPAPS sera pleine. Un retour d'expérience est prévu pour analyser cet aspect logistique et organisationnel de la création de filière.

Enfin, il est noté une forte dynamique aux niveaux régional et national. Les liens vers les différentes publications émises en 2025:

- Région IDF: [SDRIF-E OR 37](#)
- Institut Paris Région: [Note rapide: Valorisation des excréments des Franciliens : quels sont les territoires propices ?](#)
- Agence de l'eau Seine normandie: [Avis du conseil scientifique sur les gestions alternatives des urines et matières fécales humaines](#)
- France Agrimer: [RESSOURCES EN BIOMASSE : QUEL POTENTIEL DE SUBSTITUTION DES ENGRAIS DE SYNTHÈSE ?](#)

Enfin **Cyril Girardin** fait un retour sur son intervention au Congrès européen sur l'assainissement circulaire qui a eut lieu en novembre à la Ferme de Villarceau.

De nombreux acteurs européens (Allemagne, Norvège..) présents pour partager les retours d'expériences (toilettes sèches, compostages...). Les discussions étaient très orientées sur l'économie en eau. Une unité INRAE de Toulouse travail aussi sur ces enjeux .

Sabine Riffault a reçu des représentants de l'université Suédoise qui était aussi intéressés par ce dispositif.

Dorian Spaak a lui aussi accueilli une délégation Taiwanaise en Novembre, également fortement intéressée par le dispositif.

Cyril Girardin souligne la nécessité de disposer de zones capables de démontrer concrètement la faisabilité des dispositifs. Ces zones de démonstration doivent permettre de montrer que les solutions fonctionnent et qu'un certain nombre de questions et d'obstacles techniques, réglementaires, économiques et organisationnels ont été résolus. À l'image de ce qui est mis en œuvre en Suisse, ces expérimentations servent ensuite d'appui pour éclairer la décision politique et valider les usages.

Emmanuel Laureau rappelle que la question de la concentration de l'azote reste un point clé à traiter, celui-ci étant aujourd'hui trop dilué dans l'eau.

Sophie Pradié précise que le dispositif étudié avec l'EPA intègre précisément cet enjeu de concentration. Elle indique que 75 % des coûts de fonctionnement sont liés à cette étape: plus le niveau de concentration est élevé, plus le procédé devient énergivore, ce qui implique des arbitrages techniques et économiques importants.

4. Avancement filière pain

Non présenté

5. Avancement projets haies et eau

Dorian Spaak présente les dernières nouvelles du projet haie. L'équipe haies travaille à l'organisation de la saison de plantation de l'hiver 25/26, avec des plantations prévues la ferme d'Orsigny, au jardin de Cocagne, et aux Écuries de Favreuse. Elle assure également la commande de plants ou de matériel pour la plantation de haies à la ferme Viltain et aux jardins du cœur. Au total, 2,1 km seront plantés cet hiver. Cette saison de plantation est l'avant dernière pour laquelle le soutien du Fonds Vert est assurée.

Nous travaillons également sur la mise en place de bandes fleuries, avec des chercheurs de C-BASC, en particulier Antoine Gardarin, spécialiste du sujet. Les bandes fleuries permettent d'attirer des auxiliaires de cultures et de diminuer la pression des ravageurs. Un hectare a été semé au total, chez quatre agriculteurs, en octobre. L'objectif est de diversifier le type d'infrastructures agro-écologiques mises en place sur le plateau. Ces bandes fleuries ont été semées dans deux exploitation cet hiver.

L'équipe avance également sur l'entretien des haies. Entre décembre 2025 et mars 2026, nous pilotons un programme avec LEA CFI, en vue de former un groupe d'étudiants à réaliser des tâches d'entretien et d'assurer 3 jours de chantiers d'entretien, encadrés par Christophe Sotteau (recépage, taille de formation). Ces chantiers auront lieu à la ferme Vandame et la ferme d'Orsigny, sur les haies les plus anciennes. L'objectif à terme est d'internaliser les connaissances et compétences, pour que ces chantiers puissent être encadrés par l'équipe haies, sans recours à un prestataire extérieur sur les années suivantes. Nous échangeons avec AgroParisTech pour mobiliser leurs étudiants sur ces chantiers à partir de l'année scolaire prochaine.

D'autres chantiers seront organisés pour des actions plus simples (repaillage, désherbage), encadrés uniquement par l'équipe haies, pour assurer l'entretien des toutes premières années, qui nécessite moins de connaissances techniques. Les agriculteurs peuvent solliciter directement l'équipe haies pour que nous organisions ce type de chantier chez eux. Cette possibilité sera également évoquée lors des collèges agriculteurs.

L'équipe mène également une réflexion autour des modes de financement possibles pour l'entretien. Les systèmes de paiements pour services environnementaux sont explorés, avec différents partenaires (AESN, syndicats de bassins Bièvre et Yvette, CPS, VGP...). Ces discussions s'inscrivent dans le sujet de l'hydraulique douce, et les manières de limiter le ruissellement rural. Des premiers tests de plantations de haies à vocation d'hydraulique douce commencent à être discutés avec certains agriculteurs, en lien avec Hervé Cardinal du SIAVB. A terme, selon l'évolution des discussions, ces PSE pourraient concerner l'entretien de l'ensemble des haies plantées.

Terre et Cité oeuvre également sur les problématiques de ruissellement agricole, contre lequel les haies peuvent être utiles. Nous avons été sollicités par des maires et par M. Pluvinage, DGS de Versailles Grand Parc. Nous avons réunis, le 11 septembre dernier, les acteurs intéressés par ce sujet sur le territoire de la Communauté Paris Saclay. Il a permis de lister les travaux de cartographie du risque ruissellement menés par les différentes structures présentes (SMBVB, SIAVB, SIAVHY, CPS, PNR HVC). Comme évoqué dans le volet haies, des premières installations d'infrastructures visant à limiter le ruissellement vont être testées en lien avec le SIAVB courant 2025. Le positionnement de Terre et Cité sur le sujet est de participer à la concertation entre acteurs sur les manières de comprendre et d'agir face au risque de ruissellement, et d'intervenir dans certains cas pour la mise en place d'infrastructures dont nous avons l'expérience. Nous assurons également le lien avec les agriculteurs sur ce sujet, et le travail sur les modes de financement des infrastructures dédiés, comprenant les coûts de mise en place, d'entretien et de perte de surface de culture liées.

Cyril Girardin évoque le travail de Véronique Pidou Brion, sur le ruissellement agricole. Ces ruissellement viennent des champs mais impactent les villes, ce qui pose la question des interfaces. Les implantations d'hydraulique douce qui en découlent ne peuvent pas être à la charge des agriculteurs.

Jean Francis Rimbert déclare que l'implantation de haies est le premier réflexe quand on parle d'inondation, mais il faut aussi prendre en compte en amont l'impact sur le ruissellement des pratiques agricoles.

Dorian Spaak déclare que le Triangle Vert et la Plaine de Versailles commencent à s'intéresser. Ce regain d'intérêt vient du fait que l'automne 2024 a vu de nombreuses inondations dans les communes, ce qui fait que les maires se sentent concernés. Les inondations par débordement des cours d'eau concernent 30 à 40% des communes en Ile de France, alors que le ruissellement agricole concerne 100% d'entre elles.

Sur la période 2026-2028, l'agence de l'eau Seine Normandie va financer 1,5 ETP à Terre et Cité pour poursuivre le travail sur l'eau, principalement sur l'hydraulique douce (1 ETP). Des

projets d'implantation d'infrastructures d'hydraulique douce seront mis en place l'hiver prochain, à priori chez les Trubuil Bot et Emmanuel Laureau.

Caroline Doucerain vient de signer la participation de Terre et Cité au contrat de la Bièvres pour la période 2026-2030. Terre et Cité sera également signataire du contrat eau Yvette, en début 2026, pour la même période.

Hervé Hocquard indique qu'un décret est en préparation sur la simplification des formalités pour la destruction des haies, et que Terre et Cité devrait donner son avis rapidement.

Dorian Spaak répond que le Réseau Haies France a préparé un argumentaire très détaillé pour répondre à ça avec des demandes très précises.

Dorian Spaak évoque finalement le projet Carbone, et indique qu'un nouvel agriculteur de Coeur d'Essonne Agglomération met en place un projet de Label Bas Carbone sur son exploitation. Terre et Cité lance également une coopération leader sur l'agriculture bas carbone, avec Seine Aval et Coeur d'Essonne. Un premier webinaire aura lieu le 16 décembre. D'autres événements sont prévus en 2026.

Paul Leadley indique qu'il existe également un projet de recherche sur la biodiversité sur les haies, mené par Sophie Nadot et Laure Barthes, avec l'arrivée récente d'un thésard, Romain Joly, pour travailler sur ce projet.

6. Journée VivAgriLab

L'intégration du VivAgriLab au réseau européen des Living Labs agroécologiques

Dorian Spaak indique que depuis début 2025, le VivAgriLab a intégré le réseau européen des Living Labs agroécologiques appelé Agroecology Partnership. Lien vers le réseau [ici](#).

Ce partenariat s'inscrit dans une dynamique forte de recherche participative et de co-innovation, portée par la Commission européenne à travers ses programmes Horizon Europe et la mission "A Soil Deal for Europe". Il vise à accélérer la transition des systèmes agricoles vers des approches agroécologiques en s'appuyant sur des Living Labs et des infrastructures de recherche transnationales. Il rassemble une large coalition (72 partenaires dans 26 pays) et finance des appels de projets co-financés pour soutenir la recherche transdisciplinaire, la co-conception avec les agriculteurs et la mise à l'échelle d'innovations agroécologiques.

Au total, un budget global de 300 millions d'euros est programmé pour le fonctionnement de ce réseau européen jusqu'en 2030. Une enveloppe supplémentaire de 150 millions d'euros est en cours de finalisation pour étendre la durée du partenariat à 2033. Dans ce cadre des appels à projets européens sont co-financés chaque année jusqu'en 2030 à hauteur de 1,3 million d'euros par projet en moyenne. Les projets peuvent durer de 24 à 36 mois.

Dorian Spaak continue en expliquant que l'intégration du réseau européen Agroecology Partnership, nous a permis d'assister à deux événements majeurs à Bordeaux en octobre 2025 :

- La rencontre annuelle des membres du réseau européen des Living Labs agroécologiques Agroecology Partnership du 13 au 14 octobre 2025.
- Le Forum international des laboratoires vivants dans les agroécosystèmes (IF-ALL) du 15 au 17 octobre 2025.

Lors de ces deux événements, les projets du VivAgriLab ont pu être mis en avant au travers d'une présentation spécifique en plénière, de l'affichage d'un poster et de discussions avec une variété d'acteurs clés dans le réseau des Living Labs français et européens.

Paul Leadley ajoute qu'il était intéressant de voir la diversité des types de Living Labs à l'échelle européenne. Le point commun est que tout le monde veut que la recherche soit une connexion avec les acteurs territoriaux. Ces événements nous ont permis de réaliser que le VivAgriLab était très bien positionné sur cet aspect et très actif sur l'avancement de ses projets par rapport à d'autres Living Labs en Europe. Également, nous avons pu échanger plus spécifiquement sur les sujets de financement des projets de recherche et identifié les points de contact sur ce sujet au niveau national.

Dorian Spaak insiste sur le fait que l'on a fortement encouragé le VivAgriLab à participer à des appels à projet avec des financements assez conséquents. Les rencontres nous ont permis d'identifier des partenaires potentiels intéressants, avec qui il serait possible de travailler à long terme.

Journée de rencontre annuelle du VivAgriLab 2026

Dorian Spaak présente le déroulé de la prochaine journée de rencontre annuelle du VivAgriLab. Elle aura lieu le jeudi 29 janvier 2026 à AgroParisTech. La thématique de cette édition sera "l'Adaptation au changement climatique". Ce choix a été fait grâce à des réunions préliminaires avec les agglomérations, les associations et les chercheurs. De plus, il s'agit d'un sujet aligné avec les stratégies PCAET et TACCT en train d'être finalisées sur le territoire. Les aspects agricoles et naturels y sont présents, cette journée de rencontre permettra ainsi d'apporter encore plus de connaissances sur ces sujets.

Dorian Spaak décrit le format de la journée :

8h45 - 9h10 : **Accueil café**

9h10 - 9h25 : **Ouverture de la journée VAL 2026**

9h25 - 9h35 : **VivAgriLab, incubateur de projets et partenariats européens d'envergure**

9h30 - 9h45 : **Avancées des projets lancés suite à la journée de rencontre du VivAgriLab 2025 - Ruissellement agricole**

- *Outil de modélisation CPS et CentraleSupélec : Axelle Champagne ?*
- *SIABV, Bernard Gleize (Vauhallan), Pierre Bot (Ferme Trubuil Bot)*
- *PSE : Bertrand Houillon ? (SQY)*
- *Charte territoriale de l'eau : APPVPA*

9h45 - 10h10 : **Présentation thématique**

- *Nathalie de Noblet (coordinatrice du Groupe Régional d'Expertise sur le Climat IDF, CEA)*

10h10 - 10h50 : **Table-ronde #1** → Élus CPS, SQY, VGP (PCAET / TACCT) + Recherche

10h50 - 11h30 : **Table-ronde #2** → Agriculteurs + Recherche

—

11h30 - 12h : PAUSE

—

12h - 12h10 : **Conclusions et présentation du déroulé de l'après-midi**

12h10 - 12h50 : **Présentation succincte des ateliers**

—

12h50 - 13h50 : BUFFET DE PRODUITS LOCAUX

—

Option 1 :

14h - 15h : **Espaces d'émergence et de brainstorming**

- Nouvelles variétés ou nouvelles cultures adaptées au changement climatique
- Ivan Le Masson, poinçonneur des colzas
- Drainage de l'eau
- Eutrophisation / qualité de l'eau ?
- Adaptation des arbres en ville au changement climatique ?

—

15h - 15h15 : PAUSE

—

15h15 - 17h : **Atelier de co-construction**

- Lisière expérimentale de Corbeville
- Filière alimentaire locale Maïs Polenta
- Gestion de l'eau à la parcelle
- Réutilisation des urines en agriculture
- Financer la transition agro-écologique : PSE, Label Bas Carbone ?

—

Option 2 :

14h - 17h : **Visite de terrain agroforesterie et plantations de haies**

—

17h - 17h15 : PAUSE

—

Dès 17h15 : **Mot de clôture et goûter**

Dorian Spaak invite l'ensemble des personnes du Conseil d'Administration à s'inscrire dès maintenant afin d'organiser au mieux cette journée de rencontre. Lien pour s'inscrire [ici](#).

Jean-Francis Rimbert demande s'il y a besoin d'envoyer les informations suivantes aux agriculteurs.

Dorian Spaak répond que oui, à ceux des trois agglomérations. Il ajoute que tout retour sur les ateliers est bienvenu s'il y a des idées de sujets là-dessus.

7. Animation LEADER et projet pédagogique

Consommation de la maquette financière

La maquette est théoriquement consommée à 73%, aucun projet n'ayant été définitivement programmé au 15 décembre 2025. C'est un état d'avancement satisfaisant compte tenu de la fin de programmation prévue au 31 décembre 2027. Au vu des derniers échanges avec les représentants de la Commission européenne, cette dernière ne prévoit pas de prolongation de la programmation au-delà de 2027.

Présentation du programme "Ma Cour agro" par Clémence Morisseau

Il est déployé sur les 3 prochaines années dans 9 classes en maternelles et primaires réparties sur les 3 agglomérations, grâce au financement LEADER.

Le programme généralise l'apprentissage des 3 thématiques suivantes, déjà expérimentées sur le plateau les années précédentes :

Année 1 - 2025/2026 : Quand les enfants céréalistent

Année 2 - 2026/2027 : Bosqu'Haie

Année 3 - 2027-2028 : Terr'eau fertile

L'objectif est de pérenniser les apprentissages et le programme auprès des enfants, de leurs parents et des enseignants. Le pôle pédagogie forme les enseignants et les enfants qui formeront ensuite les autres classes.

Le programme n'a pas encore débuté car l'organisation préparatoire est chronophage, d'autant que les écoles souhaitent faire des visites de territoire, des visites de ferme. Il faut impliquer l'ensemble de la sphère éducative, notamment les acteurs du rectorat (l'inspection durable).

C'est le pôle pédagogique qui a fait le travail de prospection, un peu en lien avec les institutions.

Jean-Francis Rimbert : Toutes les communes s'impliquent-elles ?

Clémence Morisseau : cela dépend des agglomérations et de la motivation des enseignants. Avec la CPS par exemple , on intervenait dans toutes les écoles.

Cyril Girardin : vous suivez les élèves sur 3 ans ou s'agit-il de 3 promotions différentes?

Clémence Morisseau : on laisse les écoles choisir en fonction de leur besoin. Les grands forment les plus jeunes, ou ne seront formés que tous les CE2... c'est très variable mais on a pour objectif que les enseignants le fassent seuls en l'intégrant dans leur programme. L'objectif final est qu'ils "s'approprient" le programme.

Ce programme est complémentaire avec les objectifs du programme de géographie et on appuie sur le fait d'intégrer des sorties de terrain dans le programme.

8. Echangeur de Corbeville

Dorian Spaak explique que les travaux de reconfiguration de l'échangeur débuteront en janvier 2026, selon des informations envoyées par le conseil départemental de l'Essonne. Une première phase d'un an est prévue, avec fermeture des infrastructures actuelles, et voirie provisoire mise en place. Nous allons chercher plus d'informations pour s'assurer que ça convient à la ferme de la Martinière, qui doit accéder à ses parcelles au Moulon.

Emmanuel Laureau précise que le giratoire sera dévié au nord de Corbeville, et que la durée de travaux est estimée à 3 ans. Avant les travaux, il y avait déjà eu des contournements à faire. Il précise qu'il est obligé aujourd'hui de passer par le Christ de Saclay. L'objectif des travaux de 2026 est de supprimer les giratoires et de construire un nouveau pont pour remplacer l'actuel qui sera détruit.

9. point d'information diagnostic

Cristiana Modica-Vandame pense que si on veut que les terres soient vues comme des terres protégées, il faut qu'il y ait une conscience collective. C'est pour ça que l'enseignement est important, il faut créer des ponts avec ces établissements. On n'arrête pas d'accueillir des étudiants : il faut renforcer la prise de conscience relative au territoire dans lequel ils se trouvent.

Martine Debiesse se demande s'il ne faudrait pas faire connaître Terre et Cité (et ses actions), plus que les Terres Protégées.

Jean-Francis Rimbert trouve qu'il y a plus de personnes nouvelles et qu'il faudrait donc plus faire connaître TC.

Martine Debiesse estime que c'est une vraie question de savoir comment faire passer l'information auprès du public.

10. points divers

Philippe Escande a une question relative à la lisière de corbeville. Orsay est préoccupée par les dernières propositions. Le maire d'Orsay est aligné avec l'INRAE et veut conserver ces 8 ha pour l'agriculture. Il a demandé une vision officielle sur les projets de Corbeville. Orsay voudrait élargir à TC la signature de cette lettre en fonction de la stratégie.

Sabine Riffaut indique qu'un projet de courrier a déclenché une réunion avec Martin Guespereau. Le courrier n'a pas été envoyé. Aujourd'hui, INRAE, APT mobilisé soutenue par la présidence de l'Université Paris-Saclay. Les structures sont alignées et marchent ensemble pour obtenir des engagements fermes. La discussion actuelle porte sur 3 ha pour la recherche

Cyril Girardin indique que quand il avait réservé les terres pour des projets, il avait demandé à Emmanuel Laureau de planter du seigle, le temps que l'INRAE avance avec

l'EPAPS pour entretenir les parcelles, autrement à l'abandon en attente de décision sur le devenir de ces espaces.

Philippe Escande indique qu'il y a un projet de lettres des maires qui veulent demander de mieux définir de EPAPS et de revenir sur la sanctuarisation de ces 8 ha

Cristiana Modica demande s'il peut y avoir une mobilisation d'autres maires ?

Philippe Escande estime que peut-être pas d'autres maires, mais les institutions concernées oui.

Caroline Doucerain indique que nous avons déjà écrit en tant que Terre et Cité, et prêts à le refaire.

Cyril Girardin dit que depuis 2022, les établissements de recherche sont en difficulté mais le projet ne peut se réaliser que si chacune des parties prenantes partagent un intérêt commun, ce qu'avait compris Camille Michon (directrice de Jouy-Versailles). On ne peut pas aller voir l'EPAPS en ordre dispersé, il faut y aller grouper.

Dorian Spaak indique qu'il y a eu une proposition d'un atelier sur les usages de cette lisière lors de la journée de rencontre du Vivagri Lab du 29 Janvier.

11. Dates à venir

- Mardi 16 décembre 2025 : Comité de programmation LEADER
- Vendredi 19 décembre : Réponse DRIAAF valorisation des haies
- Lundi 26 janvier : Bureau
- Jeudi 29 janvier 2026 : Journée de rencontre du VivAgri Lab
- Mercredi 18 février 2026 : dépôt AAP Agroecology Partnership
- **Lundi 11 mai à 20h à Igny : prochain Conseil d'Administration**

Chantiers d'entretien et plantations de haies :

- 6 décembre 2025 : fin plantation Orsigny
- 17 et 27 janvier 2026 : plantations Cocagne
- 4, 7 et 24 février 2026 : plantations Ecuries de Favreuse
- 13 décembre, 10 et 19 mars 2026 : chantiers d'entretien

